

17 JANVIER 1994

PRETORIA, 17 JANVIER 1994

Afrique du Sud - Déclaration du ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé à la presse à l'issue de l'entretien avec le Président de Klerk

France - Afrique du Sud - processus électoral

Je voudrais d'abord remercier le Président de Klerk de m'avoir consacré un long moment ce matin, malgré les responsabilités écrasantes que sont les siennes.

Notre conversation a été pour moi particulièrement utile. En venant ici, je crois que c'est la première fois, qu'il y a longtemps qu'un ministre des Affaires étrangères de la France n'était pas venu en Afrique du Sud, j'ai voulu d'abord exprimer, de la part du gouvernement français, la confiance que nous avons dans ce qui se passe ici en Afrique du Sud et qui est exemplaire. J'ai déjà eu l'occasion de dire toute l'admiration que m'inspiraient le courage et la lucidité du Président de Klerk. Je suis heureux de le lui dire ici.

Ce voyage est aussi pour moi l'occasion de rappeler que la France sur le plan bilatéral et dans le cadre de l'Union européenne est prête à tout faire pour aider à la réussite du processus électoral qui est actuellement en cours. Nous participerons de manière importante à la surveillance des élections, ce qui a été souhaité par le gouvernement sud-africain et l'ensemble des partis politiques, et au-delà même de cette élection, nous avons prévu de développer en 1994, et au-delà, l'aide bilatérale que nous apportons à l'Afrique du Sud sur le plan technique, culturel et sur le plan de la formation des hommes. Notre enveloppe de coopération devrait doubler cette année, si l'on tient compte de l'intervention de la Caisse française de développement pour la première fois en Afrique du Sud.

Afrique du Sud - stabilité du continent africain - participation aux sommets France - Afrique

Enfin, c'est un véritable partenariat politique que nous devrions instaurer avec l'Afrique du Sud demain. L'Afrique du Sud a un rôle essentiel à jouer dans la stabilité, non seulement de l'Afrique australe mais du continent tout entier. La France est, elle aussi, une puissance à vocation africaine, vous le savez, et à ce titre le Président de la République et le Premier ministre français, avec l'accord de nos partenaires africains, m'ont chargé d'inviter l'Afrique du Sud à, si elle le souhaite, se joindre à cette famille franco-africaine que constituent les sommets franco-africains qui se tiennent, comme vous le savez, tous les deux ans. La prochaine aura lieu à Paris en novembre. J'espère, Monsieur le Président, que nous pourrions nous y voir après le processus électoral.

Merci beaucoup.

Article du ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé pour le Quotidien "The Star"
LA SEULE QUERELLE QUI VAILLE.

France - Afrique du Sud

Le régime de l'apartheid interdisait hier à la France de conserver ici des relations normales, en dépit de l'intérêt particulier qu'elle porte au continent africain. C'est dire combien l'invitation qui m'a été adressée par le gouvernement sud-africain, et que je puis aujourd'hui accepter, me paraît importante. Au-delà du plaisir et de l'émotion des retrouvailles, elle témoigne de ce que nos deux pays peuvent envisager le début d'une œuvre commune.

Le renouveau des relations entre la France, l'Europe et l'Afrique du Sud est aujourd'hui possible. Il sera durable, parce que fondé sur des valeurs partagées. Le mérite en revient d'abord à quelques hommes d'exception, qui ont su ici même forcer le cours de l'Histoire, et au peuple sud-africain qui leur a accordé sa confiance. Au sein d'un monde où il n'existe pas tant de raisons de se réjouir ni d'espérer, l'œuvre qui a été ici entreprise constitue déjà un exemple à méditer. C'est pourquoi l'opinion française, aussi bien que le gouvernement que je représente, suit avec une attention extrême les étapes par lesquelles l'Afrique du Sud s'engage sur la voie de la démocratie et de la fraternité.

Pour cette même raison, nous n'avons pas le droit de sous-estimer les obstacles que le peuple sud-africain devra encore surmonter. La bonne fin du processus historique engagé voici quatre ans implique chaque jour davantage d'efforts, de retenue et de persuasion. La construction de la démocratie constitue, comme partout, une entreprise délicate. Le passé a laissé de terribles séquelles, dont même le visiteur occasionnel ne saurait manquer d'être frappé à l'occasion d'un séjour dans ce pays. La division des communautés, la force des inégalités économiques et la persistance d'une violence insupportable dans les townships sont autant de menaces qui pourraient à l'avenir compromettre l'équilibre de la nouvelle Afrique du Sud.

France - Union européenne - assistance au processus électoral - coopération économique

La réponse à ces questions appartient évidemment aux Sud-Africains eux-mêmes. Mais, il est de la responsabilité de l'Europe et de la France, qui ont appuyé dès l'origine du projet d'une Afrique du Sud unie, démocratique et non raciale, de contribuer dans la mesure de leurs moyens à son succès. C'est dans cette perspective qu'est conçue l'action commune décidée par l'Union européenne, qui porte notamment sur l'assistance au processus électoral et sur les cadres de la coopération future avec l'Afrique du Sud. La France y prendra toute sa part, comme elle participera au dispositif d'observation des élections d'avril 1994 mis en place par l'ONU. Elle a déjà par ailleurs ses propres programmes de coopération, tournés vers la part la

plus déshéritée de la population. Enfin, j'attends de mon voyage qu'il contribue à relancer des relations économiques, auxquelles plus rien ne s'oppose, et qui demeurent pourtant trop modestes. Certes, la France est déjà aujourd'hui le quatrième investisseur. Mais j'ai la conviction que les entreprises françaises peuvent faire davantage, parier sur l'avenir d'un pays aux richesses considérables et contribuer par leur activité à sa prospérité économique. Le gouvernement français ne manquera pas de les encourager dans cette voie.

France - Afrique

La page d'histoire que le peuple sud-africain est en train d'écrire ne peut laisser la France indifférente. Elle intéresse l'ensemble du continent africain, si durement éprouvé par la violence politique et par la détresse économique. Mon pays a noué de longue date dans cette région du monde des relations qui lui imposent des responsabilités particulières. Il a usé de son influence afin d'aider au règlement des crises qui la déchirent. Il plaide inlassablement auprès des institutions internationales et de ses partenaires industrialisés, afin que soit accru le niveau de l'aide publique aux pays africains, que le traitement de leur dette soit facilité, que le cours des matières premières dont ils dépendent soit stabilisé. Ce devoir est d'autant plus impérieux aujourd'hui que la conjoncture économique internationale favorise les égoïsmes nationaux, attire les capitaux vers d'autres régions du monde et que les peuples de ce continent paraissent ainsi menacés d'abandon.

Relations futures Afrique du Sud - Afrique

Dans ce contexte, l'avènement d'une nouvelle Afrique du Sud, ouverte sur son environnement régional, constitue à l'évidence une opportunité capitale. Les richesses qu'elle produit, le potentiel scientifique et technique dont elle dispose, le prestige dont bénéficieront ses dirigeants, lui permettront de jouer demain un rôle éminent au sein de la communauté africaine. En démontrant cette ambition, et en assumant les responsabilités qui résulteront de son nouveau statut international, elle peut être un puissant facteur de stabilité et de prospérité pour l'ensemble du continent. C'est ainsi tout naturellement que, partageant les mêmes valeurs et les mêmes buts, nos deux pays seront amenés à travailler de concert.

"La seule querelle qui vaille est celle de l'homme", déclarait voici plus de trente ans le général de Gaulle, en appelant les pays les mieux lotis dans la répartition des richesses à s'unir pour "vaincre la misère, mettre en valeur les ressources et aider le travail des peuples moins développés". Parce que son peuple a compris la vanité d'autres querelles, l'Afrique du Sud peut désormais mettre ses forces au service de cet objectif. Elle peut être assurée de trouver, dans cette perspective, l'appui fraternel de l'Europe et de la France.

PRETORIA, 17 JANVIER 1994

Toast prononcé par le ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé à l'occasion du déjeuner offert en son honneur par M. Pik Botha, ministre des Affaires étrangères de la République sud-africaine

Transition démocratique en Afrique du Sud - droits de l'homme et des minorités

Je voudrais d'abord vous remercier de m'avoir accueilli avec autant de cordialité dans votre ministère et de m'avoir donné l'occasion au cours de ce déjeuner de parler d'une manière très détendue et très constructive avec plusieurs personnalités éminentes de la vie politique et économique sud-africaine.

Ce voyage que j'effectue en Afrique du Sud, le premier depuis de longues années d'un ministre des Affaires étrangères français, c'est d'abord un acte de foi. Nous croyons que la nouvelle Afrique du Sud que vous êtes en train de construire sous nos yeux va réussir, parce qu'elle doit réussir. Nous l'avons voulu, vous l'avez rappelé vous-même, vous l'avez surtout vous-mêmes voulu.

J'ai conscience des défis considérables que vous avez à relever. Mais j'ai été frappé aujourd'hui, comme chaque fois que je rencontre des responsables sud-africains, par la confiance que vous avez en vous et par la conviction que ce que vous faites correspond aux droits, à la justice et à l'intérêt de votre peuple. Vous pouvez compter sur la vigilance de la France pour que demain les principes fondamentaux auxquels nous sommes attachés, les Droits de l'homme, les droits des minorités, une certaine conception du fonctionnement de l'économie, pour que ceci soit rappelé à tous les partis qui vont gouverner l'Afrique du Sud de demain.

Partenariat France - Afrique du Sud

Le sens de mon voyage, c'est aussi la volonté de la part de la France de développer un véritable partenariat avec l'Afrique du Sud. Comme j'ai eu l'occasion de vous le dire, la France est une puissance à vocation africaine. La France connaît bien l'Afrique. La France aime l'Afrique. Et je crois que nous avons ceci en commun. Nous avons à développer ces relations au cours des prochaines années aussi bien en intensifiant nos relations commerciales, économiques, culturelles que linguistiques.

J'espère que les entreprises françaises vont investir plus encore qu'elles ne le font en Afrique du Sud actuellement. Et je crois que nous avons aussi, vous et nous, un rôle politique à jouer sur ce continent. Vous avez raison de rappeler que les bouleversements en Europe, l'explosion de l'Asie-Pacifique, les progrès de l'Amérique latine ne doivent pas nous faire oublier ce continent qui a beaucoup de difficultés mais qui est tellement attachant. J'espère, Monsieur le Ministre, que nous aurons l'occasion de travailler ensemble dans cette direction à l'avenir.

Merci encore d'être venu aujourd'hui à notre rencontre.